



DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

VILLE DE GRIGNY

Arrêté du Maire

ARR_2024_234 en date du 22 octobre 2024

**RÈGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION ET LE
STATIONNEMENT AUTOMOBILES
A L'OCCASION DU STATIONNEMENT D'UNE GRUE MOBILE
AVENUE DES SABLONS
DU LUNDI 21 OCTOBRE 2024 AU VENDREDI 08 NOVEMBRE 2024 INCLUS**

Le Maire de la ville de Grigny,

Vu la Loi n° 82-213 du 02 mars 1982, modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Route et notamment ses articles R.417-10 et R.411-25,

Vu la demande en date du 27 septembre 2024 de l'entreprise OCCILEV sise 4 chemin du Parterre à BONNEUIL EN FRANCE (95500), pour le compte de la société FREE sise 16 rue de la Ville l'Evêque à PARIS (75008), pour l'autorisation d'exploitation d'un camion grue mobile, au droit du 14 et 18 avenue des Sablons,

Considérant que l'implantation de l'engin de levage, sur le territoire communal nécessite la prise de mesures réglementaires, à la fois en matière de survol du domaine public, mais aussi sur les contrôles de montage et de mise en service, pour assurer la sécurité publique, avenue des Sablons côté pair,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'entreprise OCCILEV est autorisée à l'exploitation d'un camion grue **du lundi 21 octobre 2024 au vendredi 22 novembre 2024 inclus de 8h00 à 17h00, au droit du 14 et 18 avenue des Sablons**, à se conformer aux règles d'emploi et aux conditions de sécurité prévues par tous les règlements et normes en vigueur auxquelles doivent satisfaire la construction, le transport, le déchargement, le montage, les vérifications, le fonctionnement ainsi que le démontage de l'appareil de levage visé par le présent arrêté.

Article 2 : Afin d'éviter tous risques pour le voisinage ou pour les chantiers voisins, le choix des caractéristiques de l'appareil doit être adapté à l'importance des chantiers et de l'environnement.

Article 3 : À tout moment et sur simple demande de l'administration municipale, le propriétaire ou l'utilisateur d'un engin de levage mis en service sur le territoire communal, devra pouvoir justifier de la conformité de ce matériel aux normes en vigueur ainsi que les copies de rapport de vérification périodique ou de certificat de bon montage.

Article 4 : L'utilisateur devra suivre scrupuleusement les règles d'emploi et les conditions de sécurité prévues par les règlements en vigueur.

Article 5 : Le chantier devra être signalé à l'amont et à l'aval sur la voie publique.

Article 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie pour toute la durée du chantier.

Article 7 : Le stationnement et la circulation automobiles avenue des Sablons, seront réglementées de la manière suivante :

Circulation :

- Sur l'avenue des Sablons côté pair dans sa portion comprise entre la ruelle du Curé et la rue Vlamincq,
- Accès autorisé aux seuls véhicules de secours,

Stationnement :

- Neutralisation de 6 places de stationnement au droit du 14 et 18 avenue des Sablons,
- Interdit et déclaré gênant au droit des travaux selon l'article R.417-10 du code de la route.

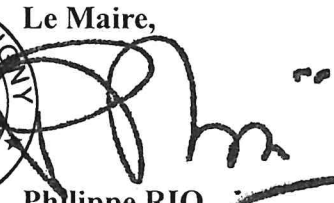
Article 8 : Le cheminement des piétons sera dévié et sécurisé pendant toute la durée des travaux par l'entreprise.

Article 9 : Les véhicules en infraction qui ne respecteront pas la signalisation prévue seront enlevés et mis en fourrière aux frais du contrevenant.

Article 10 : Le présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Juvisy-sur-Orge,
- Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Viry-Châtillon,
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart,
- La Direction de la Gestion de l'Espace Public de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart,
- L'entreprise OCCILEV,
- Madame la Directrice Prévention Tranquillité publique de la ville,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Tous les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

Publié le : 23 OCT. 2024

Le Maire,

Philippe RIO

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification